

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE
DE L'ECONOMIE

**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail



**EVOLUTION DE LA CONJONCTURE
ECONOMIQUE ET FINANCIERE
A FIN OCTOBRE 2009**

SYNTHESE : EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE A FIN OCTOBRE 2009

Malgré un environnement international globalement morose, l'**activité économique intérieure** profite des avancées enregistrées dans le processus de sortie de crise et du plein rétablissement des relations financières avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux. En outre, cette relative reprise s'accompagne d'une baisse du rythme de l'inflation (1,5% en moyenne annuelle).

Dans le **secteur agricole traditionnel**, à fin octobre 2009, les productions affichent de bons résultats par rapport à l'année précédente au niveau du cacao (+31% pour 893 746 tonnes), du caoutchouc (+4,1% avec 159 654 tonnes), du palmier à huile (+2,3% pour 339 465 tonnes), du sucre (+6% avec 106 115 tonnes), de la noix de cajou (+0,7% avec 312 269 tonnes) et du café dont les récoltes ont plus que doublé passant à 143 547 tonnes contre 67 610 tonnes réalisées en 2008. Cependant, le coton (-1,8% pour 100 487 tonnes), la banane (-5,1% avec 232 065 tonnes) et l'ananas (-21,8% pour 61 430 tonnes) continuent de se replier.

Dans le domaine minier, grâce aux investissements réalisés et à la mise en exploitation de nouveaux gisements, à fin octobre 2009, le dynamisme des extractions pétrolière (+13,2%) et aurifère (6 670 kg contre 2 283 un an plus tôt) se poursuit, permettant de compenser le recul de la production de gaz (-0,1%) amorcé depuis le début de l'année du fait de l'appauvrissement de certains puits gaziers.

Dans le **secteur secondaire**, l'**activité industrielle** enregistre à fin septembre 2009, une progression de 4,5%, sous l'effet des performances des branches « Pétrole et mine » (+12,3%) en raison de la reprise de la production depuis fin 2008; de « l'Agroalimentaire » (+19,5%) qui profite du rattrapage de la consommation des ménages en rapport avec la reprise de la distribution dans les ex-zones CNO et du rebond de la demande extérieure adressée aux produits nationaux. Toutefois, cette évolution globalement favorable cache les contre performances des branches « Textile et chaussures » (-5,5%), « Chimie » (-2,2%), des « Industries diverses » (-9,7%) et BTP (-11,5%). Hors extraction, la production industrielle s'inscrit aussi en hausse de 2,4%, après une progression de 1,5% réalisée à fin août 2009.

Cette reprise de l'activité est par ailleurs reflétée dans la demande d'**énergies commerciales** à fin octobre 2009. L'offre d'**électricité** (+2,5%) augmente sous l'effet de la production d'énergie d'origine hydraulique (+16,8%), en liaison avec la bonne pluviométrie, permettant ainsi de combler la baisse de la production de source thermique (-4,6%), en rapport avec le repli de l'offre de gaz naturel. La consommation intérieure d'électricité s'accroît de 5,6%, tirée essentiellement par la basse tension (+10,6%). En raison des problèmes d'offre, les exportations chutent de 14,4% pour se chiffrer à 450 Gwh.

Dans le même temps, dans le secteur des **produits pétroliers**, la contraction de la production se poursuit (-2%) et s'étend au fuel oil (-15,8%) et au DDO (-5,8%), tandis que les ventes intérieures et les exportations s'accroissent respectivement de 7,1% de 15,4%.

Au niveau du secteur tertiaire, le trafic maritime augmente de 5,7% à fin octobre 2009, tiré par les exportations de biens. Le transport aérien se redresse avec une hausse de 0,6% du segment voyageur atténuée par le fret aérien qui baisse (-22,1%). Par ailleurs, grâce à la reprise de la distribution dans les zones CNO et aux mesures prises par la Direction Générale des Douanes pour lutter contre la fraude et la contrebande, l'activité commerciale progresse de 0,4% sous l'impulsion de l'animation des postes « produits alimentaires » (+35,2%), « autres commerces »¹ (+20,7%), « produits pharmaceutiques » (+0,8) et « articles d'équipement de la personne » (+7,3%). Ces performances sont toutefois amoindries par le reflux des ventes des

¹ -Constitués des postes suivants : « Machines de bureau et matériel informatique », « Autres appareils électriques et électroniques non ménagers », « Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires » et « Autres produits »

produits pétroliers (-12,6%) lié au réajustement à la baisse des prix à la pompe des carburants routiers. L'indice du chiffre d'affaires hors produits pétroliers s'accroît de 11,6%.

Au niveau de l'inflation, la décélération se poursuit. L'inflation en moyenne annuelle ressort à 1,5%, contre un taux de 6,3% réalisé à fin décembre 2008. Cependant, des tensions inflationnistes persistent au niveau des produits alimentaires (+4,2%) du fait de la suppression des mesures prises par le Gouvernement en 2008 pour lutter contre la vie chère. En glissement annuel, le taux d'inflation s'établit à -2,6% et par rapport au début de l'année, l'inflation ressort à -2,4%, sous l'effet des produits alimentaires (-3,6%), transports (-4,5%) et autres biens et services (-4,1%).

Au niveau de l'emploi, à fin octobre 2009 il est enregistré un effectif de 653 254 travailleurs en activité², en progression de 5,7% par rapport à la même période de l'année dernière. Par rapport au début de l'année, l'emploi du secteur formel a progressé de 4,6% correspondant à 28 849 emplois supplémentaires dont 23 273 (80,7%) à l'actif du secteur privé.

Les échanges extérieurs à fin octobre 2009, sont marquées par une progression des exportations de 4% en valeur attribuable essentiellement aux ventes de cacao fève (+34,1) et de conserves et préparations alimentaires (+6,7%) impulsées par le café transformé (+8,6%), le cacao transformé (+40,5%) et les corps gras (+17,8%). Les exportations de cacao fève profitent à la fois du relèvement des prix de réalisation à l'exportation (+29,3%) et de la hausse des quantités exportées (+3,7%). S'agissant des importations, elles se contractent en valeur (-19,2%) suite aux replis des prix en rapport avec la crise économique mondiale mais aussi du fait du recul du fret maritime en rapport avec la baisse des cours du pétrole brut. En conséquence, le solde commercial double passant de 608,2 millions à fin octobre 2008 à 1 324 milliards à fin octobre 2009 et le taux de couverture des importations par les exportations progresse de 34,5 points par rapport à l'année dernière pour s'établir à 155%.

La **situation des finances publiques** à fin octobre 2009 est marquée par la moins-value importante enregistrée au niveau des encaissements de la DGD par rapport à l'objectif initial, induisant ainsi un ralentissement dans l'élan d'exécution des dépenses et par une bonne tenue des recouvrements de la DGI, en raison du reclassement de l'ensemble des revenus du pétrole et gaz dans les recettes fiscales. Elle est marquée par ailleurs par un niveau accru de mobilisation de dons. Ainsi, avec 1 899,6 milliards de recettes et dons contre 1 945,8 milliards de dépenses et prêts nets, le solde budgétaire ressort déficitaire de 46,2 milliards. Dans ces conditions, pour financer son déficit de trésorerie, l'Etat a eu recours au marché financier de l'UEMOA et a également bénéficié de la contrepartie en monnaie locale, de l'allocation générale de DTS rétrocédée par la BCEAO pour un montant de 172,2 milliards.

Enfin, **la situation monétaire** à fin septembre 2009 est caractérisée par rapport à fin décembre 2008, par une baisse de la masse monétaire de 169,8 milliards (-6%). Cette contraction provient de l'évolution différenciée de ses contreparties : une dégradation des avoirs extérieurs nets de 321,3 milliards atténuée par une hausse des crédits intérieurs de 164,1 milliards (+8%) en rapport avec la dégradation de la PNG de 162 milliards (+41%) et la quasi-stabilité des crédits à l'économie de 1,9 milliard.

Au total, au regard de l'orientation favorable de l'activité économique à fin octobre 2009, l'objectif de croissance du PIB de 3,7% pour l'année 2009 peut être réalisé. Toutefois, des inquiétudes demeurent dans la filière coton qui se répercutent sur l'industrie textile, dans la filière ananas-banane et au niveau du financement de l'économie.

² -Les agents des Etablissements Publics Nationaux qui n'émargent pas à la Direction de la Solde n'ont pu être appréhendés.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

A FIN OCTOBRE 2009

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale a évolué au cours des dix premiers mois de l'année dans un environnement globalement défavorable marqué par la crise économique et financière internationale. Toutefois, grâce à la mise en œuvre de plans de relance concertés à l'échelle mondiale, une reprise est observée, impulsée par le dynamisme des pays asiatiques et la stabilisation des économies avancées. Cette évolution se traduit par une amélioration des conditions financières et un relèvement des cours des matières premières sur le marché international, notamment ceux du cacao et du pétrole brut. Par conséquent, le FMI a révisé ses prévisions de croissance à la hausse, en octobre 2009, portant la croissance mondiale à -1,1% en 2009 contre -1,4% prévu antérieurement.

Malgré cette amélioration, les conditions d'octroi du crédit restent encore loin de la normale et la consommation des ménages peine à reprendre à cause notamment du niveau élevé du chômage lié à la fermeture des entreprises. Par ailleurs, les principaux pays industrialisés se trouvent confrontés à des déficits publics importants découlant des soutiens publics à l'économie.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

1. La production agricole

Les dix premiers mois de l'année enregistrent une évolution favorable du secteur agricole grâce à l'accroissement de la production d'un grand nombre de cultures d'exportation. Toutefois certaines spéculations accusent encore des baisses. Il s'agit de l'ananas, de la banane et du coton graine.

La filière cacaoyère profite des effets conjugués de la concentration en 2009 des achats aux producteurs au titre de la campagne 2008/2009 et du dynamisme des achats aux producteurs en ce début de campagne 2009/2010. La production s'accélère donc à fin octobre 2009 avec un taux de croissance de 31% contre 13,8% à fin septembre 2009, portant la production cumulée à fin octobre 2009 à 893 746 tonnes. Cependant, la filière est menacée par les ravages causés par la pourriture brune et les foyers endémiques du swollen shoot. Par conséquent, la campagne 2008/2009 enregistre la contreperformance la plus importante sur les cinq dernières années, avec une production en repli de 11,5% par rapport à la saison précédente. Pour combattre cette menace, le traitement phytosanitaire des plantations les plus touchées par les parasites est en cours et un programme d'urgence devant s'étaler sur quatre ans, a été mis en œuvre à cet effet. Il consiste en l'arrachage des plants contaminés et en la mise en place de cordons sanitaires (cultures de l'hévéa, du café et du palmier à huile) autour des plantations saines.

Au niveau du café, la production a plus que doublé pour s'établir à 143 547 tonnes à fin octobre 2009¹ contre 67 610 tonnes récoltées un an plus tôt. La production retrouve donc son niveau habituel après la chute observée en 2008 consécutive aux mauvaises conditions climatiques. La performance de la période sous revue est attribuable aussi bien aux conditions climatiques favorables qu'à la bonne tenue des cours sur les marchés mondiaux répercutée sur les prix au producteur, incitant les paysans à entretenir les plantations.

¹ Cette production équivaut à la réalisation de la campagne 2008-2009.

La production estimée² de caoutchouc est de 159 654 tonnes à fin octobre 2009, en hausse de 4,1%, en raison de l'engouement des paysans pour cette spéculation, suite à l'orientation relativement favorable des cours ces dernières années et l'entrée en exploitation de nouvelles parcelles.

Les productions de palmier à huile et de sucre ressortent en hausse de 2,3% et 6% pour s'afficher à 339 465 tonnes et 106 115 tonnes respectivement, grâce aux investissements réalisés, à l'entretien des surfaces cultivées et à l'amélioration des pratiques culturales.

De même, en dépit des difficultés que connaît la filière de l'anacarde, la production de la noix de cajou progresse de 0,7% pour s'établir à 312 269 tonnes.

Cependant, certaines cultures connaissent des baisses de production.

La production de coton se maintient en repli de 1,8% et se situe à 100 487 tonnes à fin octobre. Toutefois, grâce à la subvention de l'Etat aux producteurs, la production de coton de la campagne 2008/2009 s'établit à 123 856 tonnes, en accroissement de 3,3% par rapport à la saison précédente.

L'ananas et la banane poursuivent leurs tendances baissières amorcées depuis ces dernières années, en rapport avec le manque d'investissements dans cette filière et de la mévente de ces produits sur le marché international consécutive à la forte concurrence des pays latino-américains. La production de banane recule de 5,1% pour un niveau de 232 065 tonnes et l'ananas diminue de 21,8% pour se situer à 61 430 tonnes. D'une manière générale, la filière pâtit de l'arrêt des appuis de l'Union Européenne destinés aux investissements en rapport avec la libéralisation de son marché.

2. La production minière

Le secteur minier poursuit son dynamisme grâce au rebond des extractions pétrolière et aurifère contrebalançant la production de gaz naturel qui se contracte.

Ainsi, avec 15 631 814 barils levés à fin octobre 2009, la production de pétrole brut progresse de 13,2% grâce aux investissements et aux travaux effectués suite aux problèmes techniques rencontrés sur certains puits (CI-11 et CI-40) au cours de l'année 2008.

La production d'or passe de 2283 kg à fin octobre 2008 à 6 670 kg au terme des dix premiers mois de l'année 2009, en raison également des investissements réalisés et de l'entrée en exploitation de nouveaux gisements.

En revanche, l'extraction de gaz naturel se contracte de 0,1% et atteint 45 175 218,3 MMBTU à fin octobre 2009, du fait de l'appauvrissement de certains puits gaziers et du ralentissement de l'exploitation suite aux travaux effectués sur le champ CI-26 et CI-27.

Toutefois, avec la reprise de l'exploitation sur le champ CI-40, en relation avec les investissements réalisés, la baisse s'amointrit depuis le troisième trimestre 2009 passant progressivement de -3,5% à fin août 2009 à -2,5% à fin septembre 2009 avant d'atteindre seulement -0,1% à fin octobre 2009.

3. La production industrielle

L'activité industrielle enregistre une progression 4,5% à fin septembre 2009, soutenue par l'extraction de pétroles et mines (+12,3%), les industries agroalimentaires (+19,5%) et l'énergie électrique et eau (+1,3%). L'activité extractive bénéficie du rebond des productions d'or et de pétrole suite à l'amélioration de la capacité d'extraction de pétrole

² Estimation de la DCPE.

brut. La progression de la branche « Energie électrique et eau » s'explique par l'accroissement de la capacité de production des forages d'eau potable de certaines zones d'Abidjan et de l'intérieur du pays ainsi que par la hausse de l'offre nationale d'électricité (+2,5%) impulsée par la production hydraulique d'électricité (+16,8%).

La branche agroalimentaire (environ 30% de l'activité industrielle) bénéficie non seulement du rattrapage de la consommation des ménages en rapport avec la reprise de la distribution dans les zones CNO mais aussi de la vigueur de la demande extérieure adressée aux produits nationaux (farine de blé, de produits laitiers, de masse de cacao, de beurre, de préparations alimentaires et de corps gras).

Cependant, cette évolution globalement favorable cache les difficultés de certaines branches. Il s'agit notamment du textile et chaussures (-5,5%), de la chimie (-2,2%), des BTP (-11,5%) et des industries diverses (-9,7%).

Ainsi, la branche « textile et chaussures » accuse une baisse d'activité liée d'une part à la persistance des difficultés de financement du secteur depuis le déclenchement de la crise militaro-politique en 2002 et d'autre part à la contraction de la demande nationale et sous-régionale en pagne wax, du fait de l'importation frauduleuse de ces produits en provenance d'Asie.

Le repli de la branche « Chimie » qui représente 18% du tissu industriel, provient des produits chimiques (-23%), en liaison essentiellement avec de la chute de la demande sous-régionale d'engrais (-62,8%) et de savons (-25,2%).

Les industries diverses connaissent aussi une baisse d'activité due à la contraction des produits de l'imprimerie et des articles en papier liée à la diminution de la demande intérieure de caisses en carton.

Enfin, les Bâtiments et Travaux Publics pâtissent de la baisse d'activité des sociétés immobilières, des interruptions de chantiers et du ralentissement des grands travaux du Gouvernement. Cette situation se traduit par une chute d'activité de 24% de la branche « Matériaux de construction » qui subit aussi le recul de la demande extérieure de ciment (-22%).

Hors extraction, la production industrielle s'inscrit en hausse de 2,4% contre une progression de 1,5% à fin août 2009, dénotant un redressement des activités manufacturières en raison principalement de la bonne orientation du secteur des produits alimentaires et boissons, en témoigne l'indice de la production du secteur manufacturier³ qui progresse de 2,8%.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Au niveau du secteur des énergies commerciales, la production de produits pétroliers ressort en recul tandis que la production d'électricité augmente, en liaison avec le dynamisme de l'activité nationale.

Avec 4 791 Gwh réalisés à fin octobre 2009, **la production nationale d'électricité** enregistre un accroissement de 2,5% sous l'impulsion de l'offre hydraulique d'électricité (+16,8%), en liaison avec les apports pluviométriques et la bonne disponibilité des unités de production hydraulique à BUYO et à TAABO. Le rebond de la production hydraulique d'électricité a permis de combler la baisse de production de source thermique (-4,6%) imputable au déficit observé au niveau des capacités de production des fournisseurs de gaz naturel.

³ Le secteur manufacturier exclut les branches suivantes: extraction de pétrole et mine, énergie électrique et eau potable.

Dans le même temps, la consommation intérieure d'électricité progresse de 5,6% tirée par la basse tension (+10,6%) qui profite à la fois du programme d'électrification rurale et des avancées enregistrées dans le processus de réunification du pays. La demande d'électricité de haute et moyenne tension ressort en quasi-stabilité.

Quant aux exportations d'électricité, elles continuent de régresser (-14,4%) du fait de l'insuffisance de l'offre face à une demande nationale en hausse, et se situent à 450 Gwh. Dans l'ensemble, les ventes totales d'électricité atteignent 3 673 Gwh contre 3 578 Gwh réalisées sur la même période de l'année 2008, soit une hausse de 2,6%.

Au niveau **des produits pétroliers**, à fin octobre 2009, la production se réduit de 1% avec 2 571 626 tonnes et s'étend au fuel-oil (-15,8%) et au DDO⁴ (-5,8%). Cette réduction due à l'arrêt de certaines unités de production (pour des raisons techniques et de maintenance), a toutefois été atténuée par la hausse de la production d'essence (+35,6%) et de gasoil (+4,5%).

À l'inverse, la consommation domestique de produits pétroliers continue de s'accroître et s'établit à 877 342 tonnes contre 819 186 tonnes réalisées un an auparavant, soit une hausse de 7,1%. Cette évolution provient de la demande d'essence (+9,0%), de kérosène (-30,1%) et en grande partie des produits pétroliers importés et vendus par la SIR, à savoir le butane (+17,7%) et les fonds de bacs cédés à la Société Multinationale de Bitume (SMB) (+55,1%).

Les exportations progressent de 15,4% pour se chiffrer à 1 959 145 tonnes, en rapport avec la diminution des coûts des approvisionnements en intrants suite à la baisse des cours du baril de pétrole brut.

Au total, les produits pétroliers vendus sur le marché local et à l'extérieur s'établissent à 2 836 487 tonnes contre une réalisation de 2 517 215 tonnes à la même période de 2008, soit une augmentation de 12,7%.

5. Les activités tertiaires

A la faveur de l'amélioration du climat des affaires, les activités au niveau du secteur tertiaire enregistrent une évolution favorable grâce la progression du trafic maritime, du transport aérien et de l'indice du chiffre d'affaires.

Ainsi, dans le **transport maritime**, le transport global de marchandises augmente de 5,7% à fin octobre 2009, en liaison avec l'accroissement des quantités exportées de biens de 8,8% (notamment le café +22,7%, le cacao +2,3%, le pétrole brut et ses produits dérivés +12,8%) et des volumes importés de biens de 3,0% sous l'impulsion du pétrole brut et ses produits dérivés (+37,5%). Cette évolution s'explique par ailleurs par les importations de riz⁵ (+ 62,1%), de froment en liaison avec l'augmentation de la demande locale (+64,1%) et par les achats d'engrais et intrants (+30,9%) en raison essentiellement de l'ouverture des différentes campagnes agricoles.

Avec 2 918 escales enregistrées sur les quai des Ports d'Abidjan et de San-Pédro, les entrées de navires progressent de 11,0%, conséquence de l'amélioration de la situation sociopolitique de notre pays et de la reprise de l'activité économique dans la plupart des secteurs d'activités.

Du côté **du transport aérien**, la morosité observée les mois précédents s'atténue à fin octobre 2009. Un relatif redressement du segment voyageur (+0,6%) est observé, atténué

⁴ Diesel Distilled Oil plus lourd que le gasoil, est utilisé par les boulangeries, les bateaux et certains camions.

⁵ Une partie des importations du seul mois d'octobre était destinée à l'Hinterland.

toutefois par le fret aérien qui se contracte de 22%, en liaison avec la baisse des commandes de marchandises du fait de la crise économique mondiale.

L'activité commerciale bénéficie de la reprise de la distribution en zone CNO ainsi que des mesures prises par la Direction Générale des Douanes dans le cadre de la lutte contre la fraude et la contrebande. Par conséquent, l'indice du **chiffre d'affaires des ventes de détail** affiche à fin octobre 2009, une hausse de 0,4% en termes nominaux, attribuable aux ventes de produits alimentaires (+35,2%), des autres commerces⁶ (+20,7%), des produits pharmaceutiques (+0,8) ainsi que des articles d'équipement de la personne (+7,3%) et du logement (+1%). Le reprise des ventes de produits pharmaceutiques, en dépit du quota de fourniture des médicaments fixé par la mutuelle générale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire aux officines, s'explique par l'augmentation des contrats d'assurances médicales dans le secteur privé.

Cependant, l'impact de ces performances est amoindri par le recul des ventes des :

- produits pétroliers (-12,6%), en rapport aussi bien avec le réajustement à la baisse des prix du carburant à la pompe suite repli des cours du baril sur le marché international, qu'avec la baisse des quantités vendues de carburants routiers qui subissent la concurrence déloyale des importations frauduleuses ;
- véhicules automobiles (-1,2%), du fait les commandes exceptionnelles pour le redéploiement de l'administration, exécutées au cours de l'année précédente.

L'indice du chiffre d'affaires hors produits pétroliers progresse de 11,6%.

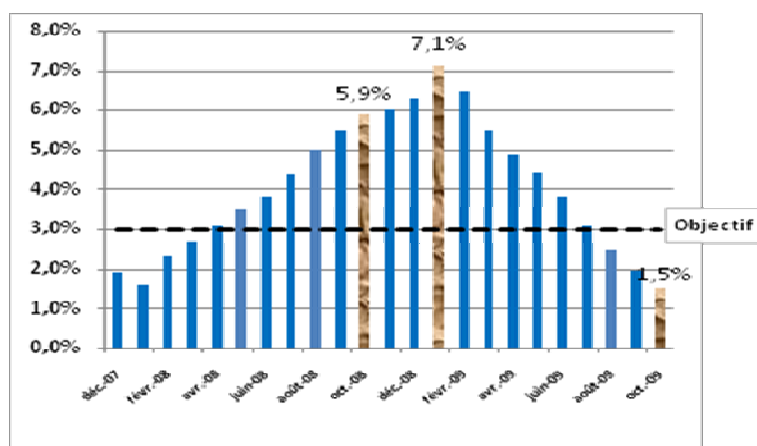
6. L'évolution des prix à la consommation

Après les fortes tensions observées en 2008 consécutives à la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés internationaux, l'inflation enregistre une baisse sensible depuis le début de l'année 2009, en raison principalement du recul des cours mondiaux du pétrole.

Le taux d'inflation **en moyenne annuelle** est ainsi passé de 7,5% à fin janvier 2009 à 3,8% à fin juin avant de s'établir à 1,5% à fin octobre 2009.

Cette évolution s'explique par la maîtrise des prix de la plupart des postes, en relation avec le recul des cours du pétrole brut sur le marché international qui s'est répercuté sur les prix des biens et services.

Graph 1 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle



Source : Institut National de la Statistique

⁶ Constitués des postes suivants : « Machines de bureau et matériel informatique », « Autres appareils électriques et électroniques non ménagers », « Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires » et « Autres produits »

Toutefois, il a été observé des tensions inflationnistes au niveau du poste “produits alimentaires” (+4,6%) qui demeure ainsi la principale source d’inflation, en raison essentiellement de l’envolée des prix des céréales non transformées de 8%, des viandes de 3,9%, des poissons de 8,7% et des légumes frais de 9,4%, par rapport à fin octobre 2008. Ces évolutions ont été atténuées par la régression affichée par les sous-fonctions “huiles et graisses” (-1,9%) et “Pommes de terre, manioc, banane plantain et autres tubercules” (-4,9%) qui bénéficient d’un meilleur approvisionnement du marché national.

L’inflation sous-jacente (hors produits alimentaires) progresse modérément et ressort seulement en hausse de 0,1% en moyenne annuelle à fin octobre 2009 contre 3,6% un an plus tôt.

Par rapport au début de l’année, l’inflation se situe à -2,4% imputable principalement aux produits alimentaires (-3,6%), aux transports (-4,5%), aux autres biens et services (-4,1%) et aux hôtels, café, restaurant (-1,8%). La baisse des prix du poste “Transports” est en rapport avec le réajustement à la baisse des prix des carburants et sa répercussion sur les tarifs des lignes urbaines et interurbaines. La fonction “autres biens et services” subit quant à lui, l’effet de la forte concurrence dans le secteur de la téléphonie à l’origine de la chute des tarifs de la communication mobile.

En glissement annuel, les prix à la consommation baissent de 2,6% contre 9,6% à fin octobre 2008, sous l’effet de la contraction des prix au niveau des fonctions « produits alimentaires » (-0,8%), « Logement, eau, électricité gaz et autres combustibles » (-5,1%), « transports » (-9,6%), « autres biens et services » (-1,2%) et « hôtels, café, restaurant » (-4,0%).

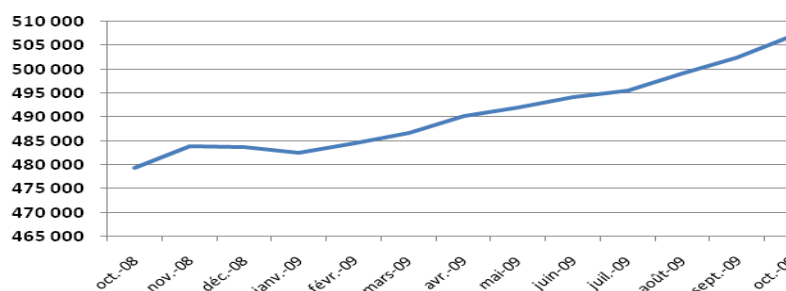
7. L’emploi

En matière d’**emploi**, les données de la CNPS et de la Direction de la solde du Ministère de l’économie et des finances disponibles à fin octobre traduisent une évolution favorable.

Ainsi, la CNPS totalise 506 968 salariés actifs contre 479 342 travailleurs enregistrés un an plus tôt, soit une hausse de 5,8%. Dans le même temps, l’effectif des salariés pris en compte par la Direction de la solde⁷ du Ministère de l’Economie et des Finances passe de 138 862 agents à fin octobre 2008 à 146 286 agents, en progression de 5,4%. Au total, environ 653 254 travailleurs actifs sont enregistrés dans le secteur formel et l’emploi aurait progressé de 5,7% en glissement annuel correspondant à 35 050 emplois supplémentaires.

Par rapport au début de l’année, l’effectif des travailleurs du secteur formel a augmenté de 4,6%. Ainsi, 28 849 travailleurs supplémentaires ont été enregistrés dont 80,7% à l’actif du secteur privé formel, soit environ 23 273 emplois.

Graph2 : Evolution des travailleurs immatriculés à la CNPS



Source : CNPS; DGE/DCPE

⁷ Les agents des Etablissements Publics Nationaux qui n’émargent pas à la Direction de la Solde n’ont pu être appréhendés.

8. Les échanges extérieurs

A fin octobre 2009, les échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire maintiennent leur tendance observée au terme des neufs premiers mois, marqués par une contraction des exportations en valeur de 19,2% et une progression des exportations de 4%. Il s'en dégage un solde commercial (fob/caf) excédentaire de 1 324 milliards contre un excédent de 608,2 millions enregistré un an plus tôt. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à 155%, en progression de 34,5 points.

Le dynamisme des exportations provient essentiellement des ventes de cacao fève (+34,1) et de conserves et préparations alimentaires (+6,7%) impulsées par le café transformé (+8,6%), le cacao transformé (+40,5%) et les corps gras (+17,8%).

Les exportations de cacao fève profitent non seulement du relèvement des prix de réalisation à l'exportation (+29,3%) induit par la bonne tenue des cours sur le marché mondial mais aussi de la hausse des quantités exportées (+3,7%), en liaison avec la concentration de la récolte sur l'année 2009 suite au démarrage tardif de la campagne 2008-2009.

Du côté des conserves et préparations alimentaires, la croissance est amenée par le café et le cacao transformés (respectivement +8,6% et +40,5%), en liaison avec le rebond des prix de réalisation de ces produits (respectivement +17,4% et +14,6%) et par l'huile de palme grâce à un redressement des quantités exportées (+98,2%). Il en est de même pour les préparations alimentaires diverses qui augmentent en valeur de 32,1% sous l'effet des hausses des quantités exportées de 21,8% et du prix de réalisation à l'exportation de 8,5%.

Quant aux exportations de pétrole brut et produits pétroliers, elles reculent de 18% et 11,4% en valeur en dépit les quantités exportées en progression. Cette baisse s'explique par le reflux des cours du pétrole brut sur le marché international.

Dans le même temps, la valeur des importations s'est dépréciée de 19,2% au cours de la période, en lien avec la baisse accusée par l'ensemble des groupements de produits importés à l'exception des achats de biens d'équipement dont la valeur augmente de 18,8% par rapport à fin octobre 2008.

Ce recul s'explique par le repli à la fois des quantités importées (-5%) et des prix moyens à l'import (-14,9%) en rapport avec la crise économique mondiale et la baisse du fret maritime suite au reflux des cours du pétrole brut.

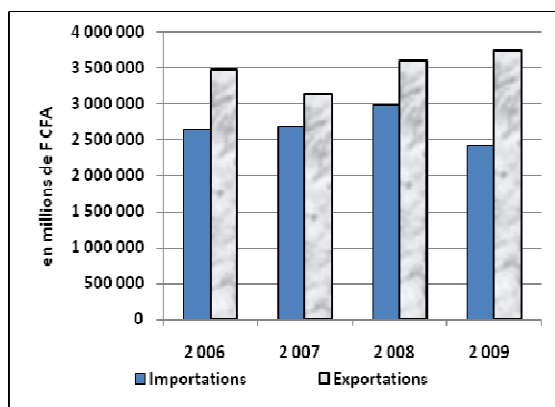
Ainsi, la facture alimentaire accuse une régression de 4,3% après une forte progression de 133,4% un an auparavant. Ce retournement s'explique principalement par le recul de la valeur des achats de blé consécutif aussi bien au fléchissement, depuis le début de l'année 2008, des prix sur le marché international.

Les achats des autres biens de consommation ont reculé en valeur de 8,7% contre une hausse de 22% à fin octobre 2008. Cette situation provient de la régression de la valeur des acquisitions des produits pétroliers de 16,3%, d'automobiles de 30,9% et des produits de la librairie de 26,5%.

De même, les importations de biens intermédiaires accusent un recul en valeur de 37,2% en glissement annuel, suite à la contraction de la valeur des importations du pétrole brut, des engrais et de clinker de 47,8%, 52,9% et 20,4%.

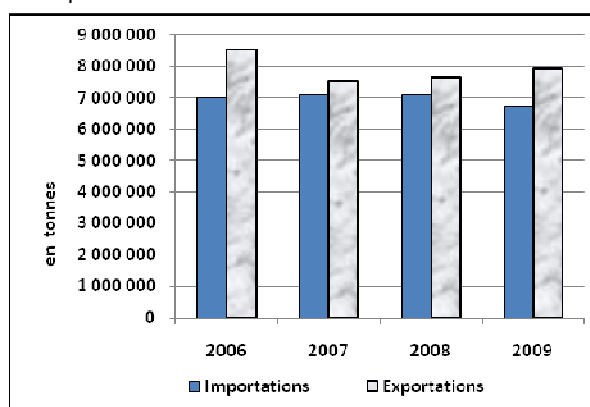
De même, les importations des biens d'équipement accusent par rapport à fin octobre 2008, une hausse tant en valeur qu'en volume de 18,8% et 21,6% respectivement, qui confirme la relative reprise de l'activité économique à la faveur des avancées constatées dans le programme de sortie de crise.

Graph3 : Évolution des échanges cumulés à fin octobre en valeur



Source : DGD, DGE / DCPE

Graph4 : Évolution des échanges cumulés à fin octobre en quantité



Source : DGD, DGE / DCPE

9. Les finances publiques

A fin octobre 2009, les recettes et dons s'établissent à 1 899,6 milliards contre 1 746,6 milliards réalisés la même période de l'année dernière. Ces ressources enregistrent une progression de 152,9 milliards, en relation avec l'accroissement des recettes fiscales (+148,2 milliards) et la forte mobilisation des contributions extérieures (+140 milliards), permettant de compenser le repli accusé par les recettes non fiscales (-135,2 milliards).

Les recettes intérieures sont estimées à 1 601,8 milliards, en hausse de 13 milliards par rapport aux réalisations à fin octobre 2008. Les recettes fiscales se sont accrues comparativement à 2008, principalement en raison du bon niveau de collecte des droits d'enregistrement sur le café et le cacao (+65,2 milliards) et de la hausse des recettes douanières. Cependant, si le critère de répartition des revenus du pétrole et gaz est identique à celui de 2008 (50% en fiscale et 50% en non fiscale), l'augmentation des recettes fiscales devient moins importante et se chiffre 94 milliards soit 7,4%.

Les recettes de porte s'établissent à 582 milliards, en progression de 33,6 milliards en glissement annuel. Cependant, par rapport à l'objectif de la période, les réalisations des dix premiers mois de l'année 2009 accusent un repli de 100,6 milliards dû essentiellement à la contre-performance enregistrée par les encaissements des taxes sur les marchandises générales.

Les recettes non fiscales s'affichent en repli de 81,6 milliards, si toutefois comme en 2008, on y ajoute la moitié des revenus du pétrole et gaz.

Au plan des dons, à fin octobre 2009, les contributions extérieures atteignent 297,8 milliards contre 157,8 milliards un an plus tôt. Ces ressources comprennent 41 milliards de dons projets et 256,8 milliards de dons programme, dont 247,9 milliards ont servi à l'apurement des arriérés vis-à-vis de la BAD arrêtés au 31 décembre 2008.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, à fin octobre 2009, ces charges ont été exécutées à hauteur de 1 945,8 milliards contre 1 802,3 milliards réalisés un an auparavant, soit une hausse de 8%. Cette progression est liée en partie à l'évolution constatée sur les charges courantes pour 100,6 milliards combinée à la hausse de 34,2 milliards qui se dégage sur les dépenses d'investissement.

Ainsi, les dépenses de fonctionnement, d'investissement et de sortie de crise sont ressorties respectivement à de 378,9 milliards, 271,2 milliards et 102,6 milliards. Les dépenses de prestations sociales se sont élevées à 169,2 milliards, les intérêts dus sur la dette publique à 163,1 milliards et les prêts nets ont atteint 13,2 milliards.

Au total, le solde budgétaire à fin octobre 2009 ressort déficitaire de 46,2 milliards contre 55,7 milliards de déficit à la même période de l'année dernière.

10. La situation monétaire

A fin septembre 2009 et par rapport à fin décembre 2008, la situation monétaire reste marquée par une contraction de la masse monétaire de 169,8 milliards (-6%) résultant d'une forte contraction des avoirs extérieurs nets de 321,3 milliards (-31%) alors que le crédits intérieurs augmente de 164,1 milliards (8%).

Globalement la baisse des avoirs extérieurs qui s'explique par la reprise du paiement du service de la dette, concerne aussi bien les banques commerciales que la Banque Centrale. S'agissant des banques commerciales, elles enregistrent une baisse des avoirs extérieurs nets de 104,2 milliards et se retrouvent avec un déficit en devises de 33,2 milliards, en raison du remboursement des bons du Trésor arrivés à maturation.

Du côté de la Banque Centrale, un accroissement plus important des engagements extérieurs de l'Etat (+239,4 milliards) que celui des avoirs extérieurs bruts (+22 milliards) est observé, du fait des concours du FMI dont le pays a bénéficié et de l'allocation de 172,2 milliards de DTS effectuée par la Banque Centrale.

Au niveau du crédit intérieur net, la progression profite au Gouvernement qui voit sa position nette (PNG) se dégrader de 162,2 milliards (+41%) à cause des concours adossés aux DTS alloués par la Banque centrale au mois de septembre 2009.

Par contre, le financement de l'économie reste stable grâce à une évolution contrastée de ses différentes composantes. Tandis que les crédits de campagne reculent de 45,1 milliards (-48%) du fait du remboursement des crédits de la campagne agricole 2008/2009, les crédits à court terme se stabilisent et les crédits à moyen et long termes progressent de 46,5 milliards (+9%) en liaison avec la bonne tenue de l'activité économique.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire se contracte sous l'effet de la réduction de la monnaie fiduciaire de 190,2 milliards (-18%). Les dépôts en banques augmentent seulement de 24,6 milliards (1%).

Conclusion

Au total, au regard de l'orientation favorable de l'activité économique au terme des dix premiers mois de l'année 2009, le taux de croissance du PIB de 3,7% pour l'année 2009 reste réalisable. Toutefois, des inquiétudes demeurent dans la filière coton qui se répercute sur l'industrie textile, dans la filière ananas – banane et au niveau du financement de l'économie.